



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
TOUS AU COL DE L'ECHELLE LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE
POUR LE DROIT D'ASILE ET LA LIBERTE DE CIRCULATION

22 septembre 2017

A l'occasion de la Fête des Possibles et de la Journée internationale pour la Paix, les associations et collectifs de solidarité avec les exilés manifestent pour dénoncer le peu, et trop souvent, le refus d'accueil des exilés par les autorités françaises.

Pour le nord des Hautes-Alpes et le haut Val de Suse, **un rassemblement citoyen pour le droit d'asile, contre les accords Dublin, et pour la liberté de circulation est organisé par Tous Migrants au Col de l'Échelle, en vallée de la Clarée (Névache), samedi 23 septembre à partir de midi.**

Rendez-vous est donné à la population à 12 h sur la plaine du col de l'Échelle, à proximité de l'ancien corps de garde des Douanes, pour un pique-nique tiré du sac.

Nous poursuivrons à 14 h par une marche pacifique jusqu'au pied du col, à l'embranchement vers la Vallée étroite et Bardonecchia pour alerter les forces de l'ordre sur le rôle que l'Etat leur assigne, à savoir la **militarisation de la frontière, dans le déni des droits des exilés et avec les dangers qu'elle occasionne.**

Pour mémoire, et comme rappelé sur le site du journal Le Monde en date du 13/09/2017, la France s'était engagée à « relocaliser » 30 000 personnes depuis les pays de première arrivée, d'ici fin 2017. Seuls 4278 personnes ont été accueillies, principalement depuis la Grèce, et seulement 330 personnes depuis l'Italie. La France est classée par la Commission Européenne parmi les pays qui « devraient de toute urgence accélérer les transferts ». Le Haut Commissariat aux réfugiés exhorte également les pays européens de réinstaller 40 000 Africains en route vers l'Europe.

Sur le nord des Hautes-Alpes, la politique de l'Etat consiste essentiellement à refouler les migrants qui tentent de parvenir dans notre pays, dans le déni de leurs droits de demander asile dans notre pays. Cette politique, que nous avons dénoncée à maintes reprises, est contraire aux droits fondamentaux et aux engagements internationaux de la France. Elle est également très couteuse, bien plus que le peu d'aide apportée aux migrants, et notamment aux mineurs non accompagnés. Elle est enfin très dangereuse du fait des pratiques d'interception des forces de l'ordre et des risques pris par les exilés pour leur échapper dans la montagne.

Pour une mise à jour détaillée de la situation dans le Briançonnais, nous invitons les médias à prendre connaissance du SOS lancé par Tous Migrants et les associations partenaires au niveau local et régional, à l'adresse des grandes ONG nationales ; ce document de plaidoyer offre un résumé précis des récents développements et des enjeux.

Pièces jointes :

- Flyer d'appel à la manifestation
- SOS aux ONG

Contacts presse :

- Anne Chavanne : 06 70 76 14 13
- Marie Dorléans : 06 64 72 95 60
- Michel Rousseau : 06 80 60 43 50